



PORTRAIT

Un diplomate à la tête de la Slovénie



Danilo Turk

HRVOJE POLAN/AFP

Danilo Turk a remporté dimanche la présidentielle en Slovénie. Il deviendra, le 23 décembre, le troisième président de Slovénie depuis l'indépendance, en 1991, de ce pays de deux millions d'habitants, qui prendra le 1^{er} janvier la présidence semestrielle de l'Union européenne.

Candidat d'opposition de centre gauche, Danilo Turk, 55 ans, a remporté une large victoire à la présidentielle en Slovénie, avec 68,2 % des suffrages face à l'ancien premier ministre de centre droit, et actuel député européen, Lojze Peterle. Au premier tour, Danilo Turk avait pourtant devancé de justesse ses rivaux, Lojze Peterle et l'ancien président de la banque centrale slovène, Mitja Gaspari.

Professeur de droit international, premier ambassadeur de la Slovénie aux Nations unies en 1992, puis adjoint de Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations unies, Danilo Turk a vécu de nombreuses années à l'étranger. Marié et père d'une fille, ce spécialiste réputé des relations internationales et de la politique étrangère est un néophyte en politique intérieure, ce qui a joué en sa faveur.

Selon lui, son succès « n'est pas une victoire personnelle, mais une victoire de tous les Slovènes » : il désire être un président qui unit les gens, tout en expliquant que « la situation du pays est telle que beaucoup de citoyens veulent du neuf ». Son élection pourrait stimuler l'opposition sociale-démocrate pour les législatives de l'automne 2008 et donner à la population une nouvelle occasion de sanctionner le gouvernement conservateur du premier ministre Janez Jansa.

Le président de la Slovénie a un rôle honorifique et représente plutôt une autorité morale, mais il a un droit de regard sur la défense et la politique étrangère du pays. De plus, la Slovénie, membre de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004, assurera pendant six mois, à partir du 1^{er} janvier 2008, la première présidence de l'Union européenne confiée à un pays issu de l'ex-bloc communiste. L'expérience diplomatique de Danilo Turk devrait se révéler un atout pour présider, avec son gouvernement, aux destinées de l'UE.

DIMITRI ROULLEAU-GALLAIS

Le football italien est miné par la violence des ultras

L'antagonisme entre supporters italiens et policiers a été attisé par la mort d'un jeune Romain dimanche

En février dernier, la mobilisation était générale. Plus jamais ça. Plus jamais un mort en marge du football. Le policier tué un soir de derby Catane-Palermo devait être la dernière victime du « Calcio ». Les stades ont été mis aux normes. Un énième décret a été adopté. Et une nouvelle flambée de violence est venue, malgré tout, frapper l'Italie avant-hier. Le décès d'un supporter romain tué par un membre des forces de l'ordre – ce dernier, qui parle d'accident, est poursuivi pour « homicide par imprudence » – a entraîné des accès de rage chez les tifosi dans plusieurs villes d'Italie.

Les incidents les plus graves ont eu lieu dans la soirée à Rome, siège de véritables émeutes. Une centaine de personnes s'en sont prises à des locaux de la police et au siège du Comité national olympique. Bilan : une quarantaine de policiers blessés, au moins 100 000 € de dégâts et quatre arrestations. L'Italie ne se sort pas des débordements qui accompagnent régulièrement la passion pour le ballon rond de l'autre côté des Alpes, où le phénomène « ultra » est né à la fin des années 1960.

Ces supporters rivaux sont unis par leur volonté de manifester de manière la plus spectaculaire possible leur attachement à leur équipe préférée, via des chants ou des banderoles. « La violence fait aussi partie de cette manifestation d'amour », souligne Sébastien Louis qui prépare une thèse sur le sujet et a publié *Le Phénomène ultras en Italie* (Éditions Mare et Martin). Avec la radicalisation du mouvement, elle est devenue une priorité pour certains.

Les groupes traditionnels ont en effet été débordés par des nouveaux



Manifestation de supporters à Milan, dimanche soir, après le match entre la Lazio Rome et le Milan AC.

venus, inspirés par le hooliganisme britannique. « Ces "chiens fous" se sont agrégés aux ultras et fonctionnent sur le modèle des gangs anglais », poursuit le chercheur. Ils sont très mobiles et spécialistes de la guérilla urbaine. Les décisions prises pour renforcer la sécurité après le drame de février dernier n'ont pas fondamentalement changé la donne. Ni dans les stades ni en dehors.

Avant le coup de feu mortel de dimanche, plusieurs incidents ont entaché la saison 2007-2008.

Des affrontements interethniques en Bosnie en marge d'un match

Huit policiers et trois personnes ont été blessés dimanche dans des accrochages entre supporters musulmans et croates en marge d'un match du championnat de Bosnie de football, à Mostar. La rencontre opposait deux équipes de la ville : Velez, encouragée par des Musulmans, et Zrinjski, soutenue par des Croates. Mostar avait été le théâtre de violents affrontements entre les deux communautés en 1993-1994, lors de la guerre qui a ravagé l'ex-Yougoslavie.

Les policiers sont devenus la cible numéro un.

Spectateur d'un match à Naples fin octobre, Sébastien Louis a lui-même vu des Napolitains se jouer en masse des tourniquets censés contrôler l'accès aux tribunes. Selon lui, la répression a, de toute façon, des effets contre-productifs. « La première loi contre la violence

date de 1989, rappelle-t-il. Elle a été suivie d'une demi-douzaine d'autres. À chaque fois, on réagit de manière émotionnelle. Ces mesures ne servent à rien. En fait, on a transformé et déplacé le problème. La militarisation du football (présence policière sur les stades) a accentué la rivalité entre forces de l'ordre et supporters. Un véritable antagonisme s'est créé. »

Depuis quinze ans, les policiers sont devenus la cible numéro un des ultras, qui ne se battent plus seulement les uns contre les autres. La nouvelle de la mort d'un des leurs a déchaîné les réactions. Dimanche, les enceintes où se disputaient des rencontres ont résonné de « policiers, assassins ! », avant que les fans de la Lazio et de l'AS Rome ne fassent cause commune dans la rue. « La solution passe par le dialogue », plaide Sébastien Louis. Ou alors, il faudrait arrêter le championnat. »

PASCAL CHARRIER

Deux nouveaux leaders khmers rouges ont été arrêtés pour être jugés

Ieng Sary, ancien ministre des affaires étrangères des Khmers rouges, et son épouse ont été arrêtés hier à Phnom Penh, ce qui porte à quatre le nombre de suspects en passe d'être jugés pour crimes contre l'humanité

La justice internationale poursuit son travail au Cambodge. « Ce jour, Ieng Sary et Ieng Thirith ont été interpellés en exécution d'un mandat d'amener décerné par les co-juges d'instruction (du tribunal) pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre s'agissant de Ieng Sary et pour crimes contre l'humanité concernant Ieng Thirith », a précisé hier un communiqué du Tribunal international pour les Khmers rouges. Plus tôt dans la journée, des policiers avaient encerclé la petite villa où le couple

vivait librement dans la capitale cambodgienne. Tout le processus d'interpellation s'est déroulé en présence de responsables du tribunal parrainé par l'ONU.

Les deux anciens dirigeants khmers rouges ont été immédiatement conduits dans les locaux du tribunal chargé de juger les crimes les plus graves commis sous le régime des Khmers rouges, entre 1975 et 1979, qui aurait fait plus de deux millions de victimes. Âgé de 78 ans, Ieng Sary était le visage public et l'un des principaux cadres de l'ancien pouvoir communiste qui faisait régner la terreur au Cambodge, vidant les villes au profit des campagnes, imposant le travail forcé et éliminant de façon systématique tous les opposants. Ce membre du premier cercle de la direction khmère rouge a toujours nié toute responsabilité dans le génocide, faisant porter toute la responsabilité de la terreur sur les épaules du « frère numéro un Pol Pot », décédé en 1998.

Sa femme, Ieng Thirith, âgée de

75 ans, était ministre des affaires sociales sous les Khmers rouges ; on lui prêtait une influence considérable sur la direction du « Kampuchéa démocratique ». Ainsi, avec l'arrestation de ces deux anciens responsables, dont les noms circulaient depuis l'été dernier comme faisant partie d'une liste de cinq suspects susceptibles d'être jugés

Ieng Sary était le visage public et l'un des principaux cadres de l'ancien pouvoir communiste.

par le tribunal mis en place en juillet 2006, il ne reste plus qu'un seul suspect en passe d'être mis sous les verrous.

Le premier à avoir été inculqué en juillet dernier est Kaing Guek Eav, alias « Douch », ancien commandant du centre de torture de Tuol Sleng, âgé de 65 ans. Le

numéro deux des Khmers rouges, Nuon Chea, 82 ans, a été arrêté en septembre. Une véritable course contre la montre est engagée pour l'ouverture du procès prévue en 2008, alors que les dirigeants encore en vie sont vieillissants. Après huit ans de négociations entre Phnom Penh et les Nations unies, les juges cambodgiens et étrangers du tribunal ont finalement prêté serment l'année dernière.

Depuis, la situation évolue plus rapidement. Le centre de détention du tribunal qui compte huit cellules, quatre médecins, cinq infirmières et une ambulance, accueille aujourd'hui quatre des cinq suspects de la liste publiée en juillet dernier. Le cinquième suspect n'a pas été officiellement identifié, mais il s'agirait de Khieu Samphan, 76 ans, qui a servi comme chef de l'État sous les Khmers rouges. Selon les dernières rumeurs à Phnom Penh, son arrestation serait une question de semaines.

DORIAN MALOVIC